

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise
CS 50551
57036 METZ

Metz, le 10 novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13 octobre 2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LORMAFER

La Houve Siège 1
BP 71
57150 CREUTZWALD

Références : CREUTZWALD_LORMAFER_2022-11-07_RAPVI_BMK_24205
Code AIOT : 0006201114

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13 octobre 2022 dans l'établissement LORMAFER implanté La Houve Siège 1 BP 71 57150 CREUTZWALD. L'inspection a été annoncée le 03/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection ainsi que sur le respect des mises en demeure du 23 novembre 2020 et du 9 février 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LORMAFER
- La Houve Siège 1 BP 71 57150 CREUTZWALD
- Code AIOT : 0006201114
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Créée en 1961, la société LORMAFER, basée sur l'ancien carreau de la mine au Siège 1 - La Houve sur la commune de Creutzwald, est spécialisée dans la maintenance de matériel ferroviaire (nettoyage des wagons-citernes et opérations de traitement de surface). Elle fait partie du groupe NOVAFER qui dispose également d'un centre de maintenance en région Auvergne Rhône-Alpes. Les exercices d'épreuves (remplissage des wagons-citernes puis mise sous pression pour vérification de l'étanchéité de ces derniers) sont l'activité du site engendrant la plus grosse part de consommation d'eau du site. LORMAFER exploite le site de CREUTZWALD sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2013-DLP/BUPE-202 du 12/07/2013 modifié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect des mises en demeure ;
- déchets ;
- rejets à l'atmosphère.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Valeurs limites d'émissions des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 2.2.4.1 (partiel)	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Relevé des prélèvements d'eau	AP de Mise en Demeure du 23/11/2020, article 1	Inspection du 08 septembre 2020 ayant conduit à la mise en demeure du 23 novembre 2020	Sans objet
2	Quantités maximales de déchets entreposés sur site	AP de Mise en Demeure du 09/02/2022, article 1	Inspection du 22 décembre 2021 ayant conduit à la mise en demeure du 09 février 2022	Sans objet
3	Déclaration annuelle des déchets	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II	/	Sans objet
5	Valeurs limites en flux dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 2.2.5 (partiel)	/	Sans objet
6	Fréquence de contrôle des rejets à l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 8.1.4 (partiel)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant a mis en oeuvre les mesures correctives pour respecter :

- le relevé d'eau permettant de définir le ratio « consommation d'eau/nb de wagons traités » calculé et reporté hebdomadairement sur un registre (point de contrôle n°1) ;
- la tenue à jour d'un état des stocks de ses déchets présents sur le site (point de contrôle n°2).

Les constats effectués permettent de considérer que les mises en demeure DCAT/BEPE/n°2020-194 du 23 novembre 2020 et DCAT/BEPE/n°2022-23 du 09 février 2022 sont levées.

Par ailleurs, l'exploitant déclare bien annuellement sur l'application GEREPP les quantités de déchets dangereux et non dangereux générés annuellement. Pour la campagne de 2021, l'inspection a fait remarquer à l'exploitant que la production de 50 tonnes de déchets de type "papier et carton" en 2021 lui semblait importante ; l'exploitant a indiqué qu'il s'agissait d'une erreur et que c'était 5 tonnes de déchets de type "papier et carton" produites (point de contrôle n°3).

En ce qui concerne les contrôles des rejets atmosphériques des conduits n°27 et n°28, l'exploitant procède bien à la fréquence de réalisation trimestrielle de ces contrôles (point de contrôle n°6). Toutefois, l'inspection constate qu'au niveau de la description des sections de mesure de ces conduits (paragraphes 2.1.2 et 2.2.2 des rapports de contrôle), des non-conformités de ces sections de mesures par rapport aux exigences de la norme NF EN 15 259 sont mentionnées. Il est demandé à l'exploitant de justifier auprès de l'inspection sous un délai d'un mois si ces non-conformités des sections de mesures ne sont pas de nature à fausser les résultats des campagnes de mesure des rejets à l'atmosphère (point de contrôle n°4).

Enfin, le rapport de contrôle des rejets à l'atmosphère pour le deuxième trimestre 2022 montre que pour le point de rejet dénommé "nouvelle cabine de peinture", sur les 3 mesures effectuées le 31 mai 2022, la moyenne des rejets en COVt est de 91 mgC/Nm³ sec, pour une valeur limite d'émission renseignée dans ce rapport de 40 mgC/Nm³ sec (l'inspection fait remarquer que pour le conduit n°28 de l'atelier peinture donc similaire en terme d'activité, la VLE fixée pour les COVt est de 50 mgC/Nm³ sec). Il est demandé à l'exploitant de justifier auprès de l'inspection sous un délai d'un mois à quoi correspond la nouvelle cabine de peinture, ce point de rejet n'étant pas réglementé au niveau de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 juillet 2013. L'exploitant indiquera pourquoi ce point de rejet ne fait pas l'objet d'une surveillance de ses rejets atmosphériques de façon trimestrielle (point de contrôle n°4).

Compte tenu de la non-conformité précitée et conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, l'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous un délai de 3 mois, la valeur limite d'émission pour les COVt de la nouvelle cabine de peinture. Un projet d'arrêté de mise en demeure est joint au présent rapport. L'inspection propose que le contradictoire soit engagé selon les modalités définies avec la préfecture.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Relevé des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/11/2020, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Relevé des prélèvements d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société LORMAFER, dont le siège social est situé à La Houve Siège 1 à CREUTZWALD (57 150), est mise en demeure de respecter, pour ses activités de traitement de wagons-citernes, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes de l'article 8.1.5 de l'arrêté préfectoral n°2013-DLP/BUPE-202 du 12 juillet 2013 modifié : « [...] Ce dispositif est relevé journallement. Les résultats sont portés sur un registre. La quantité d'eau mise en œuvre pour le dégazage et le lavage interne des wagons-citernes sera relevée journallement. Le ratio « consommation d'eau/nb de wagons traités » sera également calculé et reporté hebdomadairement sur ce registre ».
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection le registre où est mentionné le relevé d'eau (compteur d'eau du réseau industriel du poste n°1 relevé à fréquence journalière, du lundi au vendredi, le week-end n'étant pas travaillé). Le registre comporte également une colonne mentionnant le nombre de lavages de wagons sur la station de traitement "Elementis 2" et une colonne mentionnant le nombre de wagons traités en épreuve. La quantité d'eau mise en œuvre pour le dégazage et le lavage interne des wagons-citernes est relevée journallement. Le ratio « consommation d'eau/nb de wagons traités » est bien calculé et est reporté hebdomadairement sur ce registre. Une note explicative vient compléter ce registre.
Observations : La prescription de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure DCAT/BEPE/n°2020-194 du 23 novembre 2020 est respectée. Les constats effectués permettent de considérer que la mise en demeure DCAT/BEPE/n°2020-194 du 23 novembre 2020 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Quantités maximales de déchets entreposés sur site

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/02/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société Lormafer, dont le siège social est situé à La Houve Siège 1 à Creutzwald (57150), est mise en demeure de respecter, pour ses activités de traitement de wagons-citernes, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-68 du 12 janvier 2015 : « [...] L'exploitant [...] tient à jour un état des stocks de déchets présents sur le site qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ».
Constats : L'exploitant a déclaré à l'inspection qu'un registre de l'état des stocks de déchets stockés sur le site (4 endroits où des bennes dédiées sont mises à disposition) est tenu mensuellement depuis le début de l'année 2022. Ce registre a été présenté à l'inspection ; il comporte bien l'ensemble de la typologie de déchets telle que définie à l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-68 du 12 janvier 2015. L'inspection constate que : <ul style="list-style-type: none">• la valeur de quantité maximale de déchets organiques non halogénés indiquée dans le registre, à savoir 14 tonnes, est erronée (l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-68 du 12 janvier 2015 autorisant une quantité maximale de déchets organiques non halogénés de 17 tonnes sur site) ;• au 30 septembre 2022, la quantité de déchets de type "chaux" présente sur site est de 3 tonnes, pour une quantité maximale autorisée de 1 tonne.
Observations : Il est demandé à l'exploitant de procéder à une évacuation régulière de ses déchets afin de respecter en tout temps les quantités maximales de déchets autorisées sur site. La prescription de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure DCAT/BEPE/n°2022-23 du 09 février 2022 est respectée. Les constats effectués permettent de considérer que la mise en demeure DCAT/BEPE/n°2022-23 du 09 février 2022 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Déclaration annuelle des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration annuelle des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : – les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/an. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : – les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/an. Cette déclaration comprend : – la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe « de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée »; – la quantité par nature du déchet ; – le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ; – le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.
Constats : L'exploitant a déclaré sur l'application GEREPE le 28 février 2022 les quantités de déchets dangereux et non dangereux générés au titre de l'année 2021. En tout, la déclaration comporte 15 types de déchets dangereux pour un tonnage total de 662,63 tonnes et 3 types de déchets non dangereux pour un tonnage total de 76,66 tonnes. Pour chaque typologie de déchets, le nom du premier établissement réceptionnant le déchet ainsi que le code de l'opération d'élimination ou de valorisation du déchet sont bien renseignés. L'inspection a fait remarquer à l'exploitant que la valeur déclarée de 50 tonnes de déchets de type "papier et carton" produits en 2021 lui semblait importante. Par courriel du 21 octobre 2022, l'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il s'agit d'une erreur et qu'en 2021, ce sont 5 tonnes de papier et carton qui ont été produites.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Valeurs limites d'émissions des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 2.2.4.1 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions des rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : - à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; - à une teneur en O2 précisée dans le tableau ci dessous ; tableau non reproduit</p>
<p>Constats : Par courriel du 26 octobre 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de contrôle des rejets à l'atmosphère pour les conduits n°27 (atelier grenailage) et n°28 (atelier peinture). La dernière campagne a eu lieu le 30 août 2022 : ce rapport montre des valeurs conformes en termes de poussières pour les deux conduits et en terme de Nickel pour le conduit n°27.</p> <p>Par contre, le rapport de contrôle des rejets à l'atmosphère pour le deuxième trimestre 2022 montre que pour le point de rejet dénommé "nouvelle cabine de peinture", sur les 3 mesures effectuées le 31 mai 2022, la moyenne des rejets en COVt est de 91 mgC/Nm3 sec, pour une valeur limite d'émission renseignée dans ce rapport de 40 mgC/Nm3 sec. L'inspection fait remarquer que pour le conduit n°28 de l'atelier peinture (donc similaire en terme d'activité), la VLE fixée pour les COVt est de 50 mgC/Nm3 sec.</p>
<p>Observations : L'inspection constate qu'au niveau de la description des sections de mesure (paragraphe 2.1.2 et 2.2.2 des rapports), des non-conformités de ces sections de mesures par rapport aux exigences de la norme NF EN 15 259 sont mentionnées.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier auprès de l'inspection sous un délai d'un mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> • si ces non-conformités des sections de mesures ne sont pas de nature à fausser les résultats des campagnes de mesure des rejets à l'atmosphère (d'ailleurs, le rapport de contrôle des rejets à l'atmosphère pour le conduit n°28 de la campagne du 23 juin 2021 montre une valeur de vitesse d'éjection des gaz de 6,72 m/s, vitesse inférieure aux 8 m/s requis) ; • à quoi correspond la nouvelle cabine de peinture, ce point de rejet n'étant pas réglementé au niveau de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 juillet 2013. L'exploitant indiquera pourquoi ce point de rejet ne fait pas l'objet d'une surveillance de ses rejets atmosphériques de façon trimestrielle. <p>Compte tenu de la non-conformité précitée et conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, l'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous un délai de 3 mois, la valeur limite d'émission pour les COVt de la nouvelle cabine de peinture.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Valeurs limites en flux dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 2.2.5 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites en flux dans les rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les quantités de polluants rejetés à l'atmosphère doivent être inférieures aux valeurs limites suivantes : tableau non reproduit. [...]
Constats : Le rapport de contrôle des rejets à l'atmosphère pour les conduits n°27 et n°28 pour la campagne du 30 août 2022 démontre le respect des flux massiques horaires pour les poussières.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Fréquence de contrôle des rejets à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 8.1.4 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de contrôle des rejets à l'atmosphère
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]. Un contrôle trimestriel des rejets de l'atelier de grenaillage et de peintures (conduits 27 et 28) portera sur les paramètres visés à l'articles 2.2.4.1. Les résultats seront exprimés en concentration et en flux et seront comparés aux valeurs limites autorisées.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection les différents rapports des contrôles des rejets atmosphériques de l'atelier de grenaillage et de peintures (conduits 27 et 28) au titre de l'année 2022. Les campagnes ont été effectuées le 25 mars 2022, le 31 mai et 1er juin 2022 et le 30 août 2022. La fréquence de réalisation trimestrielle de ces contrôles est donc bien respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet